

## Gaz de schiste : "Il faut empêcher la signature du permis"

La première réunion du collectif " Non au gaz de schiste " a fait le plein. Élus et habitants ont décidé d'accentuer la pression pour arrêter le permis

Ils ont créé à quatre le collectif " Non au gaz de schiste 83 " voici trois semaines. Brigitte Grivet, ingénieur en agronomie et viticultrice à Lorgues, est tombée par hasard sur des articles concernant le gaz de schiste et les dégâts que son mode d'extraction entraîne. Elle a alerté Christian Dépret, un retraité amoureux de l'environnement. Lequel a reçu un coup de fil d'un habitant du Val, inquiet lui aussi. Et puis un médecin s'en est mêlé. Très rapidement, leur blog <sup>(1)</sup>, lancé le soir de leur première réunion, a trouvé un large écho.



*Salle comble à Salernes hier, pour la première réunion du collectif varois. Photo Dylan Meiffret*

Le collectif a décollé très vite et sa première réunion, hier, à Salernes, a été un succès. Salle comble, foule attentive et réactive pour écouter les explications d'un géologue ou d'un ingénieur pétrole. Le sujet de la colère commune : le dépôt d'un permis de 6781 km<sup>2</sup>, dit " permis de Brignoles ", qui recouvre les trois quarts du département, pour prospecter le sous-sol varois afin d'en extraire ce gaz en fracturant les roches. " On a eu beaucoup de mal à obtenir des informations sur ce sujet ", a raconté Brigitte Grivet, que la préfecture de Région a finalement renvoyée à Paris. " Il règne autour de ce dossier une réelle opacité. "Les problèmes engendrés par ce type d'exploitation, sont, eux, transparents : pollution de l'eau (il faut 10 à 15 000 m<sup>3</sup> d'eau pour chaque puits, mélangés à 100 à 600 produits chimiques), de l'air, paysage abîmé... " C'est pourquoi il est important d'agir tant que le permis est déposé, mais pas encore autorisé. Il faut empêcher la signature définitive ", insiste le collectif. " Après, ce sera trop tard. "

### De nombreux soutiens

Agir, oui, mais comment ? En impliquant la population et les élus dans ce combat. Quelques maires, présents ou représentés à cette réunion, semblent s'intéresser de près au problème. Les conseils municipaux de Brignoles, Néoules et Garéoult ont voté des délibérations pour interdire toute exploration sur leur commune. Le conseil régional s'est exprimé aussi dans ce sens. Néoules met à la disposition du collectif sa salle municipale pour y organiser des réunions. À Pontevès, les élus de la communauté de communes Provence d'Argens-en-Verdon devraient se retrouver bientôt pour débattre du sujet.

La " contestation citoyenne très forte ", dont le collectif est porteur, va de son côté continuer à s'organiser dans les jours à venir " car la contre-attaque en face s'organise. Le gaz de schiste est très rentable. " Manière de dire que les grands groupes pétroliers derrière ces projets ne lâcheront pas facilement le morceau...

Le collectif va donc s'étoffer, poursuivre sa campagne de pétition et d'information et multiplier les contacts, notamment avec les autres collectifs, car comme l'a fait remarquer Luc Léandri, conseiller régional, " on ne peut rester sur le Var. La question est plus large. Un tiers du territoire régional est concerné par les permis. Il faut élargir le collectif aux syndicats, aux associations. "

1. <http://gazdeschiste-collectif-var.over-blog.com>

E-mail : [nonaugazdeschiste83@gmail.com](mailto:nonaugazdeschiste83@gmail.com)